

> CORRIGÉ

Situation

Maurice Alfrague, domicilié à Nantes depuis 12 ans vit dans un quartier paisible. Toutefois, depuis un mois, et l'arrivée de nouveaux propriétaires à ses côtés, il supporte dans sa maison et son jardin de moins en moins les nuisances générées par ce couple, M. et Mme Giraud.

En effet, ils ont installé un chenil comprenant une douzaine de bergers allemands. Ils aboient au moindre bruit suspect, à tout instant de la journée. Une fois la nuit tombée, le calme revient.

De plus, lors d'une soirée chez des amis, en se connectant sur un site de réseau social, Maurice A. découvre que son identité a été usurpée avec la création d'un profil qui lui est consacré grâce à une photo déposée à son insu sur le site. Il vous consulte alors pour tenter de le défendre dans ces deux affaires pour le moins délicates.

Doc. 1**Les nuisances du voisinage**

Aucun texte ne définit avec précision la notion de bruit de comportement. Une circulaire du 27 février 1996 en donne seulement une liste indicative (bruits « inutiles, désinvoltes ou agressifs » pouvant provenir de cris d'animaux, principalement d'aboiements de chiens, des appareils de diffusion du son et de la musique, des outils de bricolage ou de jardinage). Un tel bruit est excessif lorsqu'il est de « nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme par sa durée, sa répétition ou son intensité ».

www.leparticulier.fr

Doc. 2

Article 545 du Code civil : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique ».

Doc. 3

Droit au respect de sa vie privée

Chaque individu est maître des faits présentant un caractère intime, il est libre d'en autoriser ou non la divulgation. Dans pratiquement toutes les hypothèses, les informations qui ressortissent de la vie privée ont trait à la santé, à la sexualité ou aux histoires de famille. Cependant la divulgation d'informations intéressant ces domaines n'est pas toujours constitutive d'une atteinte, comme par exemple le mariage.

Droit à l'image

Négativement, il correspond au droit de ne pas être filmé ou photographié. Positivement, c'est la reconnaissance d'un droit de contrôle sur son image, sur sa diffusion et sa destination.

Même sans notoriété, la personne photographiée dispose d'un droit absolu de s'opposer à l'utilisation de son image. Si les personnes ont été photographiées dans des lieux publics et qu'elles apparaissent distinctement en raison d'un cadrage, il faudra une autorisation.

L'autorisation de l'intéressé est donc requise dans tous les cas, sauf dans des cas exceptionnels où l'information du public exige la mise à disposition de celle-ci.

www.pigeon-bormans.com

Doc. 4

Internet et les réseaux sociaux

Qu'entend-on par « usurpation d'identité » en ligne ?

L'usurpation d'identité consiste à utiliser, sans votre accord, des informations permettant de vous identifier. Il peut s'agir, par exemple, de vos nom et prénom, de votre adresse électronique, ou encore de photographies... Ces informations peuvent ensuite être utilisées à votre insu, notamment pour souscrire sous votre identité un crédit, un abonnement, pour commettre des actes répréhensibles ou nuire à votre réputation.

La Loi d'Orientation et de Programmation pour la Performance de la Sécurité Intérieure (LOPSSI 2) votée en février 2011, introduit dans son article 226-4-1 un nouveau délit sanctionnant d'un an de prison et de 15 000 euros d'amende : « Le fait d'usurper l'identité d'un tiers ou de faire usage d'une ou plusieurs données de toute nature permettant de l'identifier en vue de troubler sa tranquillité ou celle d'autrui, ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération ».

www.cnil.fr

> Analyser

(8 points)

- ❶ Quels sont les deux droits de la personne visés dans la situation de Maurice A. ? (2 points)

Il s'agit de deux droits subjectifs :

- le droit de propriété soulevé dans l'affaire du trouble de voisinage subi par Maurice A.
- le droit à la vie privée non respecté à partir de la consultation d'un site de réseau social.

- ❷ Qualifiez juridiquement ces deux droits subjectifs. (4 points)

Le droit de propriété est un droit patrimonial, susceptible d'évaluation pécuniaire (transmissible, saisissable, cessible et transmissible aux héritiers). Plus précisément, il s'agit d'un droit réel : il porte sur son terrain et sa maison. Cela lui confère un droit de suite et de préférence.

Quant au droit au respect de la vie privée, c'est un droit extrapatrimonial (il n'est donc pas évaluable en argent [dommages-intérêts en cas de manquement], inaliénable, intransmissible ni saisissable par quiconque).

- ❸ Ces droits peuvent-ils faire l'objet de restrictions ? (2 points)

À la lecture des annexes, le droit de propriété est un droit revêtant un caractère absolu qui peut toutefois souffrir de quelques limitations : dans l'intérêt de la collectivité, ou celui des voisins.

Quant au droit à la vie privée, il fait l'objet d'une large protection tenant compte des nouvelles technologies. À cet égard, la CNIL dispose de prérogatives importantes.

Mais, toute divulgation n'est pas pour autant synonyme d'atteinte.

> Argumenter

(12 points)

- ❹ Qualifiez la situation. (2 points)

Maurice A. prétend être victime d'une atteinte à l'égard de son droit de propriété ainsi que de son droit à la vie privée. Il est seul titulaire de ces droits et la justice doit pouvoir agir en vue de les défendre.

- ❺ Identifiez la règle juridique applicable. (3 points)

Concernant le trouble de voisinage, peut-on le qualifier de normal ou d'anormal ? L'aboieement des chiens est reconnu comme un trouble de voisinage. Tout dépendra de son ampleur, de sa durée, de sa répétition ou de son intensité.

Quant au respect de la vie privée, l'usurpation d'identité sur Internet est un délit punissable d'un an de prison et de 15 000 euros d'amende.

6 Que pensez-vous de la situation de Maurice A. ? (3 points)

En ce qui concerne les nuisances sonores, tout dépendra de l'intensité et de la répétition des aboiements durant la journée. Le fait qu'ils n'aboient pas la nuit conforte la position du couple voisin. De plus, comme le quartier est par nature paisible, on peut douter de la répétition des bruits suspects générant les aboiements.

Enfin, pour le droit à la vie privée, Maurice pourra s'adresser directement au responsable du site afin de demander à exiger leur suppression, et trouver sur le site de la CNIL des modèles de courrier pour formuler sa demande. S'il n'obtient pas de réponse, il pourra alors adresser une plainte en ligne à la CNIL. C'est gratuit. Comme il s'agit depuis peu d'un délit, il pourra porter plainte au pénal.

7 Résumez à Maurice les nouvelles modalités de protection sur Internet en cas d'atteinte à la vie privée, sous forme de conseils. (4 points)

Il convient d'une manière générale, de demeurer vigilant lorsque vous saisissez des données sur Internet ou lorsque vous recevez des messages vous demandant de fournir ou de mettre à jour des données vous concernant. Ne répondez pas aux messages qui vous paraissent suspects et détruisez-les immédiatement. Ne cliquez jamais sur les liens contenus dans les messages dont vous n'êtes pas certain de la provenance.

En cas de problème, il faut savoir que l'internaute dispose de plusieurs prérogatives nouvelles : le droit d'accès aux données personnelles, le droit d'en contrôler l'exactitude et de rectification, le droit d'opposition, et le droit d'accès indirect (pour savoir si on est fiché à la police) et enfin le droit à l'oubli.